



**FRONT DE GAUCHE THEMATIQUE VILLE-HABITAT-  
SOLIDARITES URBAINES**

**UN PROJET AUDACIEUX POUR LA VILLE ET L'HABITAT**

**CONFERENCE DE PRESSE DU 4 AVRIL 2012 : Communiqué**

Contact : [frontgauchevillehabitat@placeaupeuple2012.fr](mailto:frontgauchevillehabitat@placeaupeuple2012.fr)

Un appel pour une mutation urbaine radicale a été lancé par 80 élus, praticiens de la construction et de la ville, enseignants -chercheurs et militants du droit au logement et à la ville, bientôt rejoints par beaucoup d'autres, dont des simples citoyens et des artistes qui se reconnaissent dans les idées portées par le Front de gauche et par son candidat Jean-Luc Mélenchon. Une conférence de presse à plusieurs voix, présidée par Clémentine Autain, porte parole de Jean-Luc Mélenchon et coordinatrice des fronts thématiques s'est tenue le 4 avril à l'Usine, QG de campagne du front de Gauche, Le dossier diffusé à cette occasion contenait le texte de l'appel, la liste des signataires, tous les extraits du programme partagé du front de gauche « l'Humain d'abord » concernant la Ville et l'habitat, un développement sur la politique du logement et un autre sur celle touchant les solidarités territoriales. Ce Front de Gauche thématique<sup>1</sup>, construit pour durer au-delà de la période électorale, organisera avec les collectivités, les professionnels et les associations qui le souhaitent, des initiatives pour populariser et amplifier ses propositions : Soutien à des luttes exemplaires sur le logement et sur la ville, ateliers législatifs, participation au Forum urbain social de Naples, organisation de Forums sur des sujets clés pour l'avenir des Villes, élaboration de contre-projets, ....

Quelques-uns des signataires de l'appel ont tenu à indiquer les grandes caractéristiques de la démarche telle qu'ils la voyaient à partir de leur vécu professionnel et/ou politique.

**BREFS EXTRAITS DES INTERVENTIONS**

**Replacer la Ville au cœur de la Campagne. (Pierre Mansat, adjoint au maire de Paris chargé de Paris Métropole et des relations avec les collectivités territoriales)**

*Ne pas parler aujourd'hui de ce qui se joue dans les villes, c'est se priver des moyens d'agir sur les inégalités sociales, car c'est là qu'elles s'incarnent. Pour casser le mouvement d'archipelisation de la ville, il faut refonder les mécanismes de solidarité entre les territoires. Ainsi, les problèmes des banlieues ne sont pas seulement leur affaire. L'échelle du quartier est peut-être parfois l'échelle du problème, mais elle n'est jamais l'échelle de la solution. Il faut penser les réponses à l'échelle de métropole.*

**Une approche politique centrale et globale (Paul Chemetov, architecte-urbaniste)**

*Dans une société urbaine où la majorité des français vit dans toutes les sortes de ville, des centres aux périphéries pavillonnaires, la question urbaine devient la question politique centrale. De plus, investir dans la ville n'est pas inflationniste, car sa fabrication n'est pas délocalisable, Si l'utopie*

---

<sup>1</sup> Ce Front thématique travaille en Interférences avec le Front de Gauche des Quartiers Populaires et avec les Fronts thématiques sur les grandes politiques publiques : Éducation, Santé, Justice et Droits, Service public de l'eau, ...

*foncière d'Edgar Pisani-nationalisation des sols pour bâtir la ville n'est pas pour demain ; l'usage des sols et la propriété, du foncier en ville sont à séparer dès maintenant.*

### **Il faut stopper radicalement la financiarisation du logement et du foncier (Stéphane Peu, président de Plaine Commune Habitat)**

*Il faut en finir avec des slogans du type « tous propriétaires » qui n'a été réservé qu'aux plus riches, en fait multipropriétaires ; il faut arrêter avec le logement rare et trop cher pour le plus grand nombre. Le programme du Front de Gauche fournit des réponses adaptées en rétablissant une intervention publique grâce à un effort financier indispensable et à un service public et de l'économie sociale œuvrant en faveur de l'habitat pour tous.*

### **Faire Métropole, c'est faire solidaire (Patrick Jarry, maire de Nanterre)**

*La question de la métropolisation est une des grands défis mondiaux du 21<sup>ème</sup> siècle. Même dans des villes de gauche, la ségrégation socio-spatiale s'est renforcée. Ce n'est pas au capitalisme financier de piloter la métropolisation ; c'est à l'autorité publique démocratique de le faire à tous les niveaux. En particulier, pour casser les spéculations, il nous faut être très audacieux pour faire en sorte que le foncier ne soit plus une marchandise.*

### **Pour une planification écologique et démocratique (Christian Devillers, architecte-urbaniste)**

*Il y a deux raisons majeures de réinvestir dans une nouvelle planification territoriale écologique et démocratique : D'abord la nécessité d'une gestion à long terme des ressources rares, dont le sol fait partie ; d'autre part, pour casser très vite les mécanismes de ségrégations socio-spatiales et de spécialisation des territoires. Nous voulons une Ville de la mixité et de la proximité. Le droit à la ville avec accès de tous à la centralité peut être la révolution du 21<sup>ème</sup> siècle*

### **Il n'y a pas de crise des quartiers, mais une crise de la société (Maurice Charrier, Vice Président à la ville pour le Grand Lyon, maire honoraire de Vaulx en Velin)**

*Les quartiers difficiles sont des espaces de souffrance et pas de barbarie. La politique à y conduire doit interpeller les politiques de droit commun, qui s'attaquent aux racines des difficultés que connaissent les habitants de ces territoires mais aussi s'inscrire dans un projet de développement territorial global touchant le spatial, le social, l'économique, le culturel et l'environnemental. L'importance des problèmes qui touchent les quartiers populaires amène aussi à mettre en œuvre une politique spécifique de réparation et/ou rattrapage. Notamment en matière d'accès aux droits et de luttes contre les discriminations, il lui faut la durée et un ancrage local, avec des propositions qui naissent des habitants. Les opérations de rénovation urbaine doivent permettre de ne chasser personne et d'accueillir tout le monde.*

### **Les quartiers et les cités sont aussi des outils incomparables de socialisation (Malika Zediri, militante associative)**

*En cette période de retour du printemps, rappelons qu'il ne faut remettre aucune famille à la rue et qu'il faut un moratoire sur les expulsions. Loger, héberger, sont des impératifs nationaux. Il est possible de créer dans les territoires actuels de relégation des lieux de ressources pour briser les solitudes, pour fabriquer ensemble de la sociabilité, retrouver du groupe qui soit utile à l'ensemble*

## **Présentation générale et synthèse (Clémentine Autain, porte parole de Jean Luc Mélenchon)**

***La ville doit rompre avec la logique du marché qui est celle du séparatisme social, de la relégation pour le plus grand nombre et des dégâts environnementaux. Elle doit rester accessible à tous. L'égalité se vit aussi au travers de la logique des territoires.***

Le Front de gauche s'efforce de **dépasser une conception fractionnée de la question urbaine (logements, transports, mobilité, équipements, travail, etc...)** par une approche qui **reconnait que le fait urbain est global, et que sa productivité fait de la ville un moteur économique, un lieu essentiel de la production contemporaine.** La ville, contrairement aux récits catastrophiques qui vont de la mégapole tentaculaire aux insécurités contemporaines est un puissant facteur d'humanisation. Et le programme partagé « l'Humain d'abord » avance une conception nouvelle et audacieuse du « Droit à la Ville » qui en même temps renoue avec des concepts datant des origines du Socialisme : « *l'existence de la ville implique du même coup la nécessité de la politique en général.* » ; « *la ville, laboratoire de l'humanité* ».

### **Les dégâts causés par le capitalisme financier sur la Ville et l'habitat sont immenses :**

Ségrégation spatiale et sociale liée notamment à la spéculation foncière, logement trop cher et insuffisant là où il le faudrait, émissions incontrôlées de CO<sup>2</sup>, trajets domicile-travail allongés et trop coûteux, décisions lourdes prises suite à des consultations factices des habitants, ...La ville des échanges, de la promotion sociale et des rêves s'efface au profit de la « ville-business » dominée par les grands groupes multinationaux. On ne parle plus que de compétition généralisée au lieu d'évoquer les coopérations et les solidarités territoriales. C'est la cohésion sociale (à ne pas confondre avec les consensus mous dont la finalité est de gommer la lutte des classes) et le vivre ensemble qui sont mis en cause.

Pourtant, ça et là, en France et ailleurs, **une conscience universelle se forme pour changer radicalement la ville** : des programmes de « démarchandisation » de l'espace public, des coopératives d'habitants, des éco-cités qui sont en même temps des domaines d'expérimentation sociale et économique, des assemblées citoyennes qui interviennent dans la gestion urbaine au sein de nouveaux services publics pour l'eau, l'énergie, la petite enfance, la propreté, ..., des autoroutes urbaines transformées en promenades et en espaces de loisirs, la nature et l'agriculture biologique dans la ville, des quartiers sortis de la relégation par des groupes de coopération habitants-travailleurs urbains-équipes municipales,....Le Front de Gauche se propose d'être partie prenante de ces mouvements et de les amplifier, l'État devant en fournir le cadre et les moyens. **Il y a une forte interactivité entre les grandes politiques publiques de droit commun (éducation, santé, travail, culture, ...) et les politiques de l'aménagement du territoire et de l'urbain.**

Le Front de Gauche est attaché à construire un projet politique de mutation profonde pour la ville, et pour la vie en ville, et à lui donner sa traduction concrète tant dans les collectivités que dans les organismes de construction et d'aménagement ou que dans les agences d'architecture, les bureaux d'études et les associations de travail social. Conscients que le temps de l'aménagement des villes est un temps long, **ses membres feront en sorte néanmoins que dans tous les domaines d'actions qui sont les leurs, la réponse aux urgences sociales soit privilégiée. Et c'est bien le citoyen qui doit être l'acteur principal et le support de cette mutation.**